

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE PIERRE BRABANT

ROUTE NATIONALE
59152 Tressin

Références : -
Code AIOT : 0007000585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement SOCIETE PIERRE BRABANT implanté ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE PIERRE BRABANT
- ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La Société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité

de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La Société P. Brabant y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV.

Le site occupe une superficie totale de 83769 m² sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500m au sud-ouest du centre ville de Tressin.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la société Pierre BRABANT sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site.

L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 actualise la liste des installations classées autorisées.

L'établissement est assujéti à la directive n°2012/18/UE du 4 juillet dite « directive SEVEOS 3 ».

L'établissement est classé « seuil bas » par dépassement direct des quantités seuils associés aux rubriques 4150 (toxique pour certains organes cibles), 4330/4331 (liquides inflammables de catégories 1, 2, 3) et 4510/4511 (très dangereux ou dangereux pour l'environnement) de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5 | Localisation, repérage et entretien des ouvrages | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3° | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Nivellement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3° | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Enregistrement BSS | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3° | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 8 | Conditions de prélèvement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-4° | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Existence surveillance des eaux souterraines | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis | Sans objet |
| 2 | Réseau de piézomètres | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-2° | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------|
| 3 | Fréquence des prélèvements et des analyses | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-2° | Sans objet |
| 4 | Programme d'analyses | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-2° | Sans objet |
| 9 | Niveau piézométrique | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-4° | Sans objet |
| 10 | Transmission à l'inspection | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 | Sans objet |
| 11 | Bilan quadriennal | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-5° | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de la qualité dégradée de la nappe souterraine au droit du site de Tressin, la société P.Brabant exploite une barrière hydraulique visant à prévenir la migration du panache de pollution hors site et réalise une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de son site et en aval hors site.

L'examen des conditions de réalisation de ce suivi appelle les remarques détaillées ci-après qui portent sur :

- le bon dimensionnement de certains ouvrages de surveillance et notamment la hauteur de crépine,
- le nivellement des ouvrages par un géomètre et leur enregistrement dans la banque du sous sol du BRGM,
- le protocole d'échantillonnage et la présentation des données dans les rapports de suivi annuels,
- la réalisation d'une carte piézométrique de la zone d'étude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence surveillance des eaux souterraines

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution. Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes : 1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le |

contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

Constats :

Le site de Tressin est doté d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines composé de 7 ouvrages. Le réseau a été créé initialement en 2002 et complété en 2008-2009. Il se compose :

- au droit du site : de 4 ouvrages destinés à la surveillance de la qualité environnementale des eaux souterraines (pz1, pz2, pz4 et pzea01) ainsi que d'1 puits de pompage (pz eap3) ;
- hors site : de 2 ouvrages (pz AHI et pzbois).

Le suivi de la qualité des eaux de nappe est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/11/15 qui impose la réalisation de prélèvements pour analyses au niveau de 5 ouvrages de surveillance (pz1, pz2, pzEa01, pz AHI et pzbois) selon une fréquence trimestrielle.

Les rapports de surveillance de la nappe sont actuellement établis par la société MONTACHET.

De nombreuses études ont été réalisées au droit du site depuis les années 2000 afin de caractériser la qualité environnementale des sols et des eaux souterraines. Des actions de dépollution et de limitation de la migration de la pollution hors du site sont menées depuis 2007. Un traitement des sols par venting a été mis en place au droit de la lagune Nord du site, entre 2009 et 2018, afin de gérer une pollution aux solvants. Une barrière hydraulique a également été mise en place en 2009 en limite Nord et Est du site afin de limiter l'éventuelle migration d'une pollution aux solvants dans la nappe à l'extérieur du site dans cette direction. Cette barrière hydraulique est toujours active.

Au droit du site, la nappe phréatique est contenue dans les limons et dans la craie sous-jacente, très peu épaisse au Sud du site et qui s'épaissit en allant vers le Nord.

Deux aquifères sont présents au droit du site :

- la nappe phréatique, contenue à la fois dans les limons et dans la craie de la vallée de la Deûle ;
- la nappe des calcaires carbonifères. Cette dernière est recouverte par plus de 20 mètres de marnes plastiques très peu perméables.

Les analyses réalisées portent sur le programme analytique défini par l'arrêté préfectoral du 25/11/15 à savoir : pH, conductivité, température, BTEX, COHV, DCO, DBO5, métaux, HAP, indice hydrocarbures (C10-C40).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseau de piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-2°

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

-le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

Constats :

Le réseau de surveillance au droit du site de Tressin est constitué de 7 ouvrages. Le sens d'écoulement des eaux est aligné sur l'axe Sud/Nord. L'ouvrage pz1 constitue l'ouvrage amont et représente un point témoin pour le suivi de la qualité des eaux au droit du site.

L'ouvrage pzea1 constitue l'aval site et les ouvrages pz AHI et pzbois des points aval éloignés du site et sont implantés hors site.

L'implantation des ouvrages permet d'observer de manière satisfaisante le sens d'écoulement de la nappe au droit du site de Tressin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fréquence des prélèvements et des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-2°

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

2° Ce plan précise en particulier : [...]

- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

Constats :

L'exploitant réalise la surveillance de la qualité de la nappe au droit de son établissement selon une fréquence trimestrielle, ce qui permet d'observer l'évolution de la qualité de la nappe en période de hautes et de basses eaux.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015, en particulier celles de son article 2, sont ainsi respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-2°

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>2° Ce plan précise en particulier : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ; |
| <p>Constats :</p> <p>L'examen du bilan annuel du suivi réalisé sur 2024 met en évidence le respect des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2015.</p> <p>Les paramètres polluants recherchés apparaissent pertinents au regard des substances utilisées sur site et à leurs éventuels produits de dégradation.</p> <p>Sont ainsi analysés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - selon une fréquence trimestrielle : les BTEX et les COHV, - selon une fréquence semestrielle : la DCO, la DBO5, les métaux, les HAP et les indices hydrocarbures. <p>Les prélèvements sont réalisés au milieu de la colonne d'eau.</p> <p>Les ouvrages présentent une profondeur cohérente avec le contexte géologique local et sont ancrés dans les argiles marneuses sur laquelle repose la craie. Ils permettent ainsi de capter la totalité des paramètres polluants, quelque soit leur densité.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Localisation, repérage et entretien des ouvrages

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones sources pour ne pas risquer la dispersion de la pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu.</p> <p>Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.</p> <p>L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.</p> <p>Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les ouvrages existants n'interceptent que la nappe de la craie et n'atteignent pas la nappe des calcaires carbonifères. Tout risque de mise en communication de ces deux aquifères est ainsi écarté.</p> |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les ouvrages sont crépinés sur l'ensemble de leur hauteur interceptant la nappe de la craie. Une attention particulière est toutefois à apporter à la hauteur de crépine des ouvrages pz1 et pz2, qui s'échelonne entre 6m et 10 mètres de profondeur alors que les fiches des prélèvements réalisés en octobre 2024 indiquent des profondeurs de nappe inférieurs à 6 mètres par rapport au terrain naturel.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande D1 : l'exploitant doit s'assurer que les caractéristiques des ouvrages pz1 et pz2 sont pertinentes au regard du contexte hydrogéologique local. Les éléments de justification seront transmis à l'Inspection de l'environnement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 6 : Nivellement

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le bilan annuel présenté par l'exploitant comporte un tableau précisant pour chacun des ouvrages de surveillance sa profondeur (par rapport au capot), l'aquifère capté, les coordonnées RGF93 ainsi que l'altitude au sommet du capot en mNGF. Interrogé en séance, l'exploitant annonce que ces niveaux ont été acquis grâce à un GPS de précision. Ces niveaux ne sont pas identifiés de manière pérenne sur la tête des ouvrages. Les fiches de prélèvements jointes au bilan annuel 2024 ne sont pas renseignées de manière exhaustive et ne comportent que rarement les profondeurs de nappe ou l'altitude en mNGF des ouvrages échantillonnés.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande D2 : Le nivellement des ouvrages de surveillance est à faire réaliser par un géomètre. Le repère de nivellement est à apposer de manière pérenne sur la tête de chacun des ouvrages. Une attention particulière doit être apportée au renseignement des fiches de prélèvement afin d'y faire apparaître chacune des données nécessaires à la bonne interprétation des résultats (en particulier altitude en mNGF des ouvrages).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |

| |
|------------------------------------------------------------|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Enregistrement BSS

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3° |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM |
| Constats : Les 5 ouvrages de surveillance implantés au droit du site de Tressin (pz1, pz2, pz4, pzeap3 et pzea01) sont inscrits dans la banque du sous-sol du BRGM (données consultées et accessibles sur le site Infoterre). Les ouvrages situés hors site (pzAhl et pz bois) ne semblent pas y être recensés. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande D3 : L'exploitant entreprendra la régularisation des ouvrages pzbois et pzAHI auprès du BRGM via l'interface DUPLOS https://duplos.developpement-durable.gouv.fr |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Conditions de prélèvement

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-4° |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur pour la gestion des sites et sols pollués, en particulier pour le prélèvement et l'analyse des échantillons d'eau |
| Constats : L'examen du bilan de la surveillance réalisée en 2024 : - ne permet pas de s'assurer que les piézomètres sont prélevés dans un ordre allant de l'ouvrage le moins impacté (amont) vers le plus impacté (absence de renseignements exhaustifs de l'heure de réalisation des échantillons dans les fiches de prélèvements) ; - les cases « présence de flottant » et « épaisseur du flottant » ne sont pas renseignées dans les fiches manuelles jointes en annexe 1 ni dans les fiches électroniques jointes en annexe 2 ; - les fiches jointes en annexe 2 précisent le volume de la colonne d'eau dans les ouvrages, le débit de l'aquifère (en l/min), les temps de purge pour vider 3 et 5 fois le volume, le temps de purge réel. Celui-ci correspond à environ 1 fois la colonne d'eau (3 fois au maximum) d'après les données |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>renseignées dans les fiches de prélèvements alors que le rapport précise que le volume de purge se monte à 5 fois le volume.</p> <p>- de nombreuses données ne sont pas renseignées dans les fiches de prélèvement ou alors de manière non exhaustive (profondeur de la nappe, paramètres température, pH, conductivité et potentiel redox avant, pendant et en fin de purge,...).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande D4 : l'exploitant se rapprochera de son prestataire afin de veiller au renseignement exhaustif des données précitées lors des prélèvements.</p> <p>Des précisions sont attendues quant à la pertinence de l'ordre de prélèvements des ouvrages et au respect des bonnes pratiques de la norme NF X 31-615 en terme de volume de purge.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 9 : Niveau piézométrique

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-4°</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le bilan annuel 2024 fait apparaître le niveau statique avant purge mesuré dans chacun des ouvrages de surveillance, à l'exception de la campagne de mars 2024 où les mesures n'ont pas été faites.</p> <p>Ce niveau est exprimé en mNGF et tient compte du nivellement des ouvrages (nivellement du capot - niveau de la nappe mesurée avant purge).</p> <p>Le rapport annuel ne comporte toutefois pas de carte présentant le sens d'écoulement de la nappe réalisée sur la base des mesures de terrain en 2024.</p> <p>Au regard des autres données acquises antérieurement, cette dernière s'écoule du sud au nord au droit du site de Tressin et ne semble pas varier dans le temps ou connaître de saisonnalité.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande D5 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser une carte piézométrique à chaque campagne de mesures afin de faciliter l'interprétation des résultats.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Transmission à l'inspection

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p> |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 25/11/15 prévoit la transmission des résultats de l'autosurveillance à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la mesure, ainsi que la transmission au préfet du bilan de l'année n dans un délai n'excédant pas le 31 mars de l'année n+1.</p> <p>Le bilan annuel de l'année 2024 a bien été transmis à l'inspection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant ne déclare par contre pas ses résultats à l'issue de chaque campagne trimestrielle via l'interface GIDAF.</p> <p>Il est invité à utiliser cet outil de télédéclaration dès à présent pour les mesures réalisées durant l'année 2025.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Bilan quadriennal

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-5°</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.</p> <p>L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionnée à un avis de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise régulièrement des bilans quadriennaux afin de dresser la synthèse des résultats des investigations réalisées sur les eaux souterraines.</p> |

Le dernier bilan a été réalisé en avril 2024 et porte sur la période 2019-2022 (rapport EACM référencé Ea4959b).

Les points d'attention formulés sont les suivants :

- Absence d'information sur la filtration des métaux ;
- Aucune distinction des différents métaux analysés ;
- Absence du détail des analyses sur les différents COHV, HAP et HCT analysés ;
- Absence de rapport d'interprétation des résultats et d'observations de terrain.

L'examen du bilan annuel 2024 montre que ces sujets ont été pris en compte et ont fait l'objet d'actions correctives.

Il est recommandé la poursuite du suivi de l'évolution de la qualité des eaux au droit du site. Une actualisation du programme analytique pourra être réalisée après instruction de la proposition formulée par l'exploitant et son prestataire.

Type de suites proposées : Sans suite